

POUR DES **alternatives**
solidaires!



*Nous vivons aujourd'hui dans une société
abîmée et une démocratie fragilisée.
Il est temps de changer de cap. Et de
proposer des alternatives solidaires !*



POUR DES ALTERNATIVES SOLIDAIRES !

Nous vivons aujourd'hui dans une société abîmée et une démocratie fragilisée. Il est temps de changer de cap. Et de proposer des alternatives solidaires !

« Nous n'avons pas réformé le pays, on a fait plus que ça : on l'a transformé »¹. C'est en ces termes que le Premier ministre Charles Michel s'est félicité à plusieurs reprises, non sans fierté, de l'action de son gouvernement. Cette réalité est difficile à nier : dès sa mise en place, en octobre 2014, la coalition MR/N-VA n'a pas chômé. Elle a transformé le pays... mais pas dans le bon sens ! Sous couvert de renforcer notre modèle social et de créer de l'emploi, la mise en œuvre de réformes structurelles, annoncées dès la déclaration gouvernementale,

s'est traduite dans les faits par une entreprise délibérée de démantèlement de l'État social et de fragilisation de l'État de droit. Notre pays subit en effet l'application systématique d'un programme politique néolibéral à coups d'austérité, de marchandisation, de fragilisation des fonctions collectives... Mais il fait également face à une dangereuse restriction des libertés individuelles et collectives les plus fondamentales. Au détour d'une lutte contre le terrorisme, ce sont notamment la liberté d'expression, le droit à la vie privée et le droit d'asile qui sont attaqués par des politiques de plus en plus sécuritaires. Quand vient l'heure des bilans, le tableau est sombre : c'est une société abîmée et une démocratie fragilisée qui définissent aujourd'hui l'état de notre pays.

L'AUSTÉRITÉ COMME MODÈLE

La politique d'austérité délibérément menée par la coalition fédérale a pour effet majeur un véritable définancement des fonctions collectives et des services publics : les soins de santé, le rail, la justice... autant de domaines qui ont subi de plein fouet la réduction drastique des dépenses de l'État. Il s'agit ici de dénoncer cette vision politique comptable, sans vision d'avenir et hors-sol par rapport aux enjeux centraux que sont, par exemple, la lutte contre la précarité et les inégalités, la recherche et le renforcement de la cohésion sociale ou le soutien à la transition climatique. En plus de couper dans les dépenses publiques, le gouvernement s'est engagé, du côté des recettes,

dans une vaste opération d'enfumage dénommée « tax shift ». En diminuant les cotisations sociales et en pariant sur les retombées sur l'emploi de ce glissement d'impôts, le gouvernement a promis une amélioration du pouvoir d'achat des Belges. La réalité est tout autre : les maigres augmentations salariales liées au tax shift ne font pas le poids face au saut d'index, au blocage des salaires ou à l'augmentation de la TVA sur l'électricité. Selon la formule désormais consacrée : « ils ont donné d'une main et repris de l'autre »... Sauf aux entreprises et leurs actionnaires qui, de leur côté, continuent de profiter de nombreux cadeaux fiscaux.

LE DÉMANTÈLEMENT DE LA SÉCU

Le modèle social belge est depuis longtemps vanté à travers le monde et bénéficie d'une grande légitimité auprès de la population. Construit au gré des luttes sociales, il constitue un socle commun et solidaire qui a permis d'atténuer l'impact de la plupart des crises économiques et financières.

La sécurité sociale, les négociations collectives, l'indexation automatique des salaires et des allocations... sont autant de ses composantes majeures qui doivent garantir à toutes et à tous une existence digne, quels que soient les aléas de la vie. Las, c'est ce système qui est frontalement attaqué par

¹ Le Soir du vendredi 2 février 2018



nos gouvernements successifs, portés par une vague néolibérale qui emporte tout sur son passage depuis les années 80. Dans ce vaste mouvement qui frappe le monde et l'Europe, le dernier gouvernement MR/N-VA a peu caché sa volonté d'accélérer la cadence. Alors même qu'il s'agit de renforcer les outils pour lutter contre une précarité et des inégalités grandissantes, il a préféré faire le choix du démantèlement de notre sécurité sociale. De ce fait, il s'est fait le chantre de l'insécurité sociale que vit un nombre grandissant de citoyens.e.s. La réforme des pensions est à ce titre emblématique : au lieu d'augmenter le montant des pensions qui figure parmi les plus bas de l'Union européenne, le gouverne-

ment a notamment préféré reporter l'âge de la pension à 67 ans et rendre l'accès à la pension anticipée plus difficile encore. En supprimant la prise en compte des périodes assimilées, ce sont une nouvelle fois les femmes et les personnes les plus fragiles qui paieront le prix fort. Plus grave encore, le projet de réforme globale du système des pensions (via la mise en œuvre envisagée d'un système de pensions « à points ») qui aurait pour effet de fragiliser plus encore le modèle actuel en le rendant structurellement dépendant de variables budgétaires, économiques ou démographiques imprévisibles. C'est la porte ouverte à un durcissement des conditions d'accès et à une privatisation du système.

UN DISQUE RAYÉ : «JOBS, JOBS, JOBS»

Si l'emploi augmente de manière régulière en Belgique depuis quelques années, ce n'est pas grâce aux politiques du gouvernement Michel. Contrairement à ce que ce dernier affirme, la part d'emplois créés par le tax shift est en effet très faible. Surtout, d'après Eurostat, notre pays fait moins bien en la matière que la moyenne des pays européens ! Mais là où le constat est particulièrement inquiétant, c'est en ce qui concerne la qualité des emplois créés. Les flexijobs, l'augmentation de l'intérim dans la fonction publique, la loi

Peeters réformant le droit du travail ou la loi de la ministre De Block sur le « travail associatif » sont autant de mesures qui participent à une « ubérisation » du marché du travail. Les nouveaux emplois sont trop souvent précaires ou à temps partiels. Pire, ce type d'emploi créé entraîne des pertes en termes de cotisations sociales. Avec cette marchandisation de l'emploi, la sanction est donc double pour le modèle belge : une précarisation des travailleur.euse.s ainsi qu'un manque à gagner pour notre sécurité sociale.

UNE JUSTE IMPOSITION

La richesse ne cesse d'augmenter dans notre pays. Mais malgré son statut d'État prospère, la Belgique reste un pays très inégalitaire. Un nombre relativement faible de ménages concentre en effet des patrimoines très élevés. Cette réalité ne suffit pourtant pas à convaincre d'une nécessaire réforme fiscale au profit des plus fragiles. C'est au niveau de la redistribution que le bât blesse. Il s'agit à cet égard de dénoncer une politique du « deux poids, deux mesures ». D'un côté, il n'est pas question de taxer le capital, les plus-values et la spéculation. Pas question non plus de s'attaquer de manière frontale à l'évasion et la fraude fiscales estimées pour la Belgique à plus de... 25 milliards d'euros par an. Mais d'un

autre côté, les contraintes et les pressions s'accroissent d'année en année sur les allocataires sociaux. Les politiques d'activation, le contrôle de la consommation d'eau et d'électricité, l'encadrement des salaires ou le saut d'index en sont des preuves concrètes. Le déséquilibre entre la chasse aux allocataires et aux fraudeur.euse.s fiscaux est inacceptable. La question est essentielle, car l'évasion fiscale est une rupture du contrat social et démocratique. Si, aujourd'hui, des pans entiers de la population basculent dans la défiance, voire le rejet de la démocratie, c'est aussi parce qu'une injustice fondamentale existe : celle du détournement d'une partie démesurée de la richesse collective par une minorité, déjà privilégiée.

CRISE DÉMOCRATIQUE

En opposant travailleur.euse.s et chômeur.euse.s, nanti.e.s et précarisé.e.s, bien portant.e.s et malades, jeunes et plus âgé.e.s, Belges, étranger.ère.s et migrant.e.s, le gouvernement Michel a joué la tactique du « diviser pour mieux régner ». La démocratie de notre pays en pâtit. Aussi, la coalition MR/N-VA n'a également eu de cesse de mépriser toute concertation sociale en menant une politique d'affaiblissement et de décrédibilisation des corps intermédiaires. Le rôle des partenaires sociaux dans la gestion

de la sécurité sociale a été marginalisé, le fonctionnement des mutualités mis sous pression, les syndicats accusés systématiquement d'irresponsabilité et d'archaïsme... Cette volonté de détruire les corps intermédiaires, maillons essentiels du système démocratique belge, participe à une dérive autoritaire qui vise à museler toute contestation. C'est dans cette même logique qu'il faut déplorer l'absence de prise en considération de la société civile organisée et des initiatives citoyennes.

UN ÉTAT DE DROIT FRAGILISÉ

Il est de ces moments où les fondamentaux de nos sociétés démocratiques sont remis en cause. Nous vivons un de ces moments. Comme un peu partout en Europe, c'est à une véritable offensive contre l'État de droit que l'on assiste dans notre pays depuis quelques années. Les libertés et les droits fondamentaux sont menacés. S'il était essentiel de réagir à la menace terroriste, force est de constater que les mesures prises pour améliorer la sécurité des citoyen.ne.s ont largement empiété sur les libertés fondamentales. Les visites domiciliaires et les actions policières dans le secteur associatif pour débusquer les personnes en situation irrégulière sont la résultante de politiques répressives et liberticides qui prévalent aujourd'hui. La remise

en question du secret professionnel des travailleur.euse.s sociaux.ales et les méthodes particulières de recherches en sont d'autres exemples.

Si l'on mesure l'état de la démocratie à la manière dont sont respectés les droits des plus démunis.e.s, il y a lieu d'être inquiet. En atteste la politique d'asile et de migration particulièrement restrictive menée par un secrétaire d'État au vocabulaire populiste qui frôle le racisme.

La mise à mal du pouvoir judiciaire en raison de son sous-financement et des attaques contre son indépendance finit de noircir un tableau déjà particulièrement sombre.

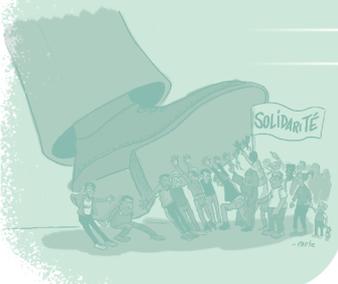
NON À LA TENTATION LIBÉRALE-POPULISTE

Si les constats développés ci-avant concernent en grande partie le niveau fédéral de notre pays, il convient de manière plus globale de s'inquiéter fortement de la tentation libérale-populiste² qui, portée chez nous par la majorité MR/N-VA, grandit jour après jour et concerne tous les niveaux de pouvoir, de l'Europe jusqu'aux Régions. Si pour l'Europe, le phénomène n'est pas neuf, le changement de majorité en Région wallonne à l'été 2017 a démontré qu'aucune entité n'était à l'abri d'un

glissement vers des politiques moins sociales et plus inégalitaires.

Aussi, il est grand temps d'ouvrir la focale et de considérer comme il se doit l'ampleur du défi climatique qui projette l'humanité dans des questionnements fondamentaux sur ses modes de vie. La logique capitaliste, qui consiste à augmenter sans cesse la production et la consommation, conduit à une exploitation de plus en plus effrénée et catastrophique

2. De Munck J., « La tentation libérale-populiste des Européens », *Pour (écrire la liberté)*, 20 février 2018.



de l'environnement et de la vie des êtres humains. C'est dans ce cadre qu'il est nécessaire d'envisager une transition écologique socialement juste.

À la tentation du « moins d'État » de la logique néolibérale, il s'agit de répondre par du « mieux d'État ». C'est à cette condition, nécessaire mais pas suffisante, que le.la citoyen.ne pourra retrouver foi en la politique et en ses représentant.e.s. Et sortir de la crise de légitimité qui touche en profondeur nos démocraties représentatives.

C'est aussi une lutte sans merci qui s'engage afin de raisonner à nouveau en termes de

droits fondamentaux. Aujourd'hui, il est particulièrement remarquable de constater que « le droit à la sécurité » prime sur tous les autres pour justifier les batteries de mesures répressives et liberticides. Il s'agit ici de réaffirmer la priorité du droit à une vie digne. Du droit à la sécurité... sociale, aussi. Tout le monde a droit à la sécurité sociale. En assurant des services de protection ou d'aide sociale, les États doivent garantir la protection de toute la population, en particulier des membres les plus vulnérables de la société, en cas de chômage, de maternité, de maladie, de handicap, de vieillesse ou autres circonstances du même genre.

DES ALTERNATIVES EXISTENT !

Partout où cela est possible, il importe donc de changer de cap. Face au rouleau compresseur néolibéral, dans ses dimensions économiques comme dans ses dimensions culturelles, il est de notre responsabilité en tant que mouvement social d'affirmer haut et fort qu'une autre politique est possible. Qu'une autre politique est nécessaire.

Pour ces élections régionales, fédérales et européennes du 26 mai prochain, le MOC a donc choisi de faire campagne autour de 11 revendications générales. Ces 11 revendica-

tions n'épuisent évidemment pas le champ des possibles, mais nous avons la certitude qu'elles peuvent contribuer à rendre notre société significativement plus juste, plus solidaire, plus égalitaire, plus vivable...

« Pour des alternatives solidaires ! » Tel doit être le credo des formations progressistes, de la société civile organisée et de tou.te.s ceux. celles qui souhaitent d'urgence remettre à l'agenda politique, à tous les niveaux de pouvoir, les thèmes de l'émancipation, de l'égalité et de la justice sociale.

« Il est de notre responsabilité en tant que mouvement social d'affirmer haut et fort qu'une autre politique est possible. Qu'une autre politique est nécessaire. »



POUR DES ALTERNATIVES SOLIDAIRES !



1. Réduire les inégalités par une fiscalité juste et solidaire ?

C'est possible !

Par une contribution équitable de l'ensemble des revenus, notamment du capital, en faveur du bien-être collectif, aujourd'hui et pour les générations futures.



2. Assurer à chaque enfant une place d'accueil de qualité ?

C'est possible !

En instaurant un taux de couverture de 100% en Wallonie et à Bruxelles, avec des professionnel.le.s dotés d'un vrai statut.



3. Offrir à toutes et tous un enseignement réellement égalitaire et émancipateur ?

C'est possible !

En assurant sa gratuité totale et effective et en luttant contre toute forme de discrimination scolaire.



4. Garantir l'accès à un logement de qualité pour toutes et tous ?

C'est possible !

En commençant par instaurer un contrôle et un encadrement des loyers et en investissant durablement dans le logement public.



5. Rendre sa vigueur et sa force d'émancipation à la démocratie ?

C'est possible !

En accordant le droit de vote à toutes les citoyen.ne.s sans exception d'origine, en luttant contre toutes les formes de domination et de discrimination et en élargissant les « droits culturels » de toutes et de tous pour redynamiser la participation citoyenne.





6. Assurer une politique d'accueil digne, humaine et solidaire ?

C'est possible !

En commençant par la suppression immédiate des centres fermés et la mise en place d'une procédure de régularisation permanente sous la responsabilité d'une commission indépendante.



7. Travailler moins pour travailler toutes et tous et vivre mieux ?

C'est possible !

En développant des mesures concertées de réduction collective du temps de travail, avec maintien des salaires et embauches compensatoires.



8. Répondre aux défis climatiques et environnementaux tout en créant de l'emploi de qualité ?

C'est possible !

En menant une politique ambitieuse d'investissement public, créatrice d'emplois durables et de qualité et répondant aux défis d'une transition écologique juste.



9. Assurer à toutes et tous une sécurité sociale solidaire, efficace et durable ?

C'est possible !

En assurant et en renforçant la pérennité du financement de la sécurité sociale par la mise en place d'une Cotisation sociale généralisée et en assurant l'égalité hommes-femmes dans les prestations par une harmonisation par le haut.



10. Assurer à toutes et tous le droit à la santé ?

C'est possible !

En garantissant des soins de santé accessibles et de qualité et en faisant de la « santé » un indicateur central dans la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques, à tous les niveaux de pouvoirs.



11. Assurer un travail décent et une protection sociale pour toutes et tous et partout dans le monde ?

C'est possible !

En intégrant ces deux exigences dans les politiques extérieures et de coopération au développement de la Belgique et de l'UE, en élaborant un traité international contraignant sur « Entreprises et Droits de l'Homme », tout en travaillant sans relâche à l'élargissement des socles de protection sociale dans le monde.

